N° 3600 — 11e Année — CINQ CENTIMES — Samedi 16 Décembre 1899

RÉDACTION
ROUBAIX, 63, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 61, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an, 24 francs.

LA FRONTIÈRE DE ROBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10

Téléphone

EXPLICATIONS

Les lettres anonymes sévissent sur les journaux. Il n'est pas de jour où nous n'en recevions un certain nombre, qu'il s'agisse d'injures, de menaces, ou de dénonciation. Cette épidémie avait pris une extraordinaire acuité pendant les affaires Dreyfus et Flamidien. Elle s'est un peu apaisée depuis.

Nous sommes blasés, on le pense bien, sur ce genre de communications, émanant presque toujours d'adversaires qui n'ont pas le courage de se faire connaître, et nous les mettons consciencieusement au panier.

Cependant, dans le nombre, il en est qui arrêtent parfois notre attention. Pendant l'affaire Dreyfus, j'ai reçu une carte postale où étaient écrits ces mots : « Vive l'honnête Mercier ! A bas Robert et Lagrillière vendus au syndicat juif. » Il me sembla reconnaître l'écriture. Et, à la réflexion, j'attribuai ces injures à un ancien ami, un républicain que la peur du socialisme a jeté dans la réaction, et qu'une haine irraisonnée contre les juifs a fait verser dans le nationalisme. Effectivement, la première fois que je rencontrai mon homme, je m'aperçus qu'il détournait les yeux, gêné et honteux, sans doute de sa vilaine action.

Aujourd'hui, voici encore une lettre anonyme que je retiens au passage, et que je vais même, loyalement, mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Je n'y suis point ménagé, pourtant, et mon correspondant anonyme voudra *bien* m'accorder que je pousse l'impartialité à un degré exceptionnel, en accueillant ainsi des critiques qui ne sont, d'ailleurs, que la répétition de celles dont la *Dépêche*, l'*Echo* et la *Croix* accablent périodiquement notre journal.

Mais, je crois à la sincérité de ce correspondant, et c'est pourquoi je ne retranche pas une ligne, pas un mot, de sa lettre. Je n'aurais probablement pas à chercher beaucoup pour le connaître, et s'il n'est pas M. Marcel Delaune lui-même — car c'est à propos de l'honorable député de la 5e circonscription de Lille que m'est adressée cette correspondance — il ne doit pas lui être totalement étranger.

Voici la lettre :

Le 13 décembre 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef
du *Progrès du Nord*, Lille.

Quel mal va faire encore aujourd'hui le *Progrès du Nord* au parti républicain ?

Telle est la question que se pose avec appréhension chaque matin un vieux lecteur républicain de votre journal. Voilà 25 ans que je le lis, bien souvent il a dû me mettre en colère ; j'ai donné quelque droit, il me semble, d'en apprécier les actes.

Eh bien ! permettez moi de vous le dire, le *Progrès du Nord* a encore fait ce matin de mauvaise besogne. Sous votre plume, il fait un mal énorme à la République.

Chaque jour, vous divisez le parti plus profondément : ne trouveront bientôt plus grâce devant vous que les violents et les sectaires. Pour vous maintenant ne sont républicains que ceux qui, non-seulement pensent comme vous sur l'ensemble de toutes les réformes démocratiques, — qui sont notre idéal et que nous oblierdrons sans coupe de frêne, quoique vous en pensiez —, mais aussi, qui pensent comme vous, sur chacune des questions qui vous est chère et qui accepteront, *perinde ac cadaver*, votre solution. Ceux-là seuls sont les vrais républicains.

— Un élu républicain, renonna comme tel, est-il une fois en divergence de vue sur un point quelconque : vite vous montez au capitole et le *dénoncez sinon comme monarchiste*, clérical, nationaliste ou antisémite, tout au moins comme faisant le jeu de ces idées qui sont l'antithèse du républicanisme.

J'en ai encore malheureusement un exemple ce matin.

Je suis électeur de la 5e circonscription de Lille, quelque peu chef du parti républicain de mon village : à ce titre, j'ai le droit et le devoir de juger notre député Delaune. Je ne dis rien des deux autres députés Motte et Guillain, que vous citez aussi dans votre article de ce jour, n'ayant pas à en apprécier aussi directement les actes.

Eh bien ! je vous mets au défi, monsieur le rédacteur en chef, de prouver que le député Delaune fasse le jeu des réactionnaires.

Delaune, suivant en cela les traditions de son père, est et a toujours été républicain. Ce que vous lui reprochez ? De n'être pas sectaire et d'être indépendant !!!

N'est-on pas républicain parce qu'on ne serait pas plat valet ? Et un député ne peut-il plus quand, dans le gouvernement, quelque chose lui déplaît, mettre ses actes en conformité avec sa conscience ? Où réside donc la liberté ?

Delaune n'est pas soutenu au premier jour et ne soutient-il pas encore le Ministère de Défense républicaine ? Il n'est abstenu dans l'ordre du jour Merlou, me répondrez-vous peut-être ?

Je le crois, moi, mais, soyez-en persuadé, son abstention a dû lui être dictée par un acte de dignité et elle n'a rien qui puisse lui être reproché au point de vue républicain. Revoyez ses votes dans la discussion du budget et dites-moi si, au point de vue gouvernemental, il n'en est pas parmi vos amis qui ont plus mal *voté que lui*. Ce qui prouve une fois de plus qu'on peut être bon républicain et voter quelquefois contre un ministère républicain.

— Ne nous divisez plus davantage, M. le Rédacteur en chef, les élections sénatoriales et municipales sont proches : nous avons besoin de toutes *nos forces. Faites un retour en arrière*, relisez le *Progrès du Nord* d'autrefois, vous y reconnaîtrez que par votre politique de plus en plus intolérante, qui n'était pas celle du *Progrès du Nord* d'autrefois, vous creusez chez les républicains un fossé que bientôt il ne sera plus possible de combler.

Si vous persistez dans votre politique, M. le Rédacteur en chef, vous aurez le droit de dire : « République, que vous voulez le ruine de la République, que vous êtes un mauvais républicain.

Un électeur de la 5e circonscription.

Ce qui me touche le plus, dans les acerbes critiques qui me sont adressées par l'« électeur de la 5e circonscription », c'est le reproche de diviser « profondément » le parti républicain.

Nul, plus que moi, n'est pénétré de la nécessité de l'union des républicains, car c'est seulement lorsqu'ils étaient unis que les républicains ont fait œuvre féconde, et les crises qui ont menacé la République sont toujours nées de leurs divisions.

Toujours, dans ma carrière de militant de la cause républicaine, par la plume et par la parole, j'ai prêché l'union, et, à l'époque où la politique de concentration était le plus abandonnée et discréditée, je suis resté un de ses rares fidèles.

Je proteste donc avec énergie contre l'accusation de mon correspondant, et je ne proteste pas moins contre la sotte prétention qu'il m'attribue de ne considérer comme républicain que ceux qui acceptent *perinde ac cadaver* toutes mes solutions. C'est là une argumentation qu'il a empruntée aux journaux réactionnaires, mais qu'il serait incapable de justifier.

Est-ce que M. Jonnart pense comme moi sur toutes les questions, et cela m'a-t-il empêché, hier même, de rendre hommage à son attitude franchement républicaine ?

Mais, si je suis partisan de l'union et de la solidarité des républicains, je n'en ai pas moins le devoir de relever les erreurs politiques de certains, de signaler aux électeurs ceux qui s'écartent du gros de l'armée, selon l'expression de M. Jonnart, pour aller trailler aux côtés des cléricaux, des monarchistes et des césariens.

Ce n'est point de gaieté de cœur — que mon correspondant en soit convaincu — que j'accomplis cette œuvre nécessaire. Pour MM. Delaune, Motte, Guillain, notamment, je les connais personnellement. J'ai pour eux beaucoup d'estime et de sympathie, et je préférerais continuer avec eux d'amicales relations, *plutôt* que de risquer de refroidir, de rompre même, nos rapports de courtoisie et de cordialité.

Mais, dans l'accomplissement de mon devoir de journaliste républicain, je dois avoir l'énergie de m'élever au-dessus de toutes considérations personnelles. Je ne dois être guidé que par l'intérêt de la République, l'intérêt des idées que je défends, mal, au gré du républicain qui m'écrit, mais, en tous cas, avec désintéressement et sincérité.

Or, examinons la conduite de M. Marcel Delaune.

Il est né à la vie politique sous les auspices du parti républicain. Il a été envoyé au *Conseil général* par l'union de tous les républicains du canton de Seclin. Et il n'a peut-être pas oublié l'ardeur avec laquelle le *Progrès du Nord* l'a défendu. C'est, qu'alors, il tenait le drapeau de la République contre le maire clérical d'Annœullin, M. Coupey.

Aux élections législatives, le parti réactionnaire, pourtant puissant dans la 5e circonscription, n'opposa point de concurrent à M. Delaune. Cela ne fut pas sans causer quelque étonnement. Nous n'en soutînmes pas moins sa candidature.

Mais, quels ont été ses votes à la Chambre. Je parle des principaux, de ceux qui sont de nature à fixer les électeurs sur l'attitude politique de leur député ?

Il commença par s'abstenir, sur l'adjonction Ricard à l'ordre du jour Trouillot, qui était ainsi conçu : « *La Chambre résolue à ne soutenir qu'un ministère appuyé sur une majorité exclusivement républicaine...* » Cette adjonction fut votée par l'immense majorité des républicains.

Il s'associe aux cléricaux, monarchistes, nationalistes et méliinistes, pour renverser le ministère Brisson.

A la vérité, il vote avec la majorité républicaine pour le ministère Waldeck-Rousseau, dans la séance du 26 juin.

Mais, il l'abandonne après les vacances, alors que presque tous les députés républicains affirment hautement leur solidarité avec le gouvernement de la défense républicaine, qu'ils lui donnent la majorité de 105 voix, et que des modérés comme M. Morcrette-Ledieu, M. Jonnart, M. Boudenoot, lui accordent leur suffrage.

Le défenseur de M. Delaune nous dit que « son abstention a dû lui être dictée par un acte de dignité ».

Nous avouons ne pas comprendre.

En tous cas, il ne s'agit point, comme le prétend notre correspondant, d'un désaccord accidentel qui nous séparerait de M. Delaune.

C'est d'une façon constante que l'honorable député de la 5e circonscription de Lille abandonne la majorité des républicains pour voter avec les adversaires de la République.

Au Conseil général même, la seule fois où un vote politique a été émis, il s'est séparé de ses collègues républicains pour apporter à la droite l'appui de son suffrage.

Hier encore, à la Chambre, après la manœuvre perfide tentée par un lieutenant de M. Méline, M. Trasnor, pour essayer de renverser le cabinet, M. Delaune a évité de se prononcer et s'est réfugié dans une prudente abstention.

Cette attitude équivoque ne peut indéfiniment se prolonger. Et ce n'est point faire œuvre de désunion que de chercher à y mettre un terme.

Dans la crise grave que traverse la République, il n'est plus permis de louvoyer entre les républicains et les cléricaux-nationalistes et de ménager alternativement les uns et les autres.

Il faut être pour les premiers ou pour les seconds, pour le gouvernement de défense républicaine ou contre lui pour les jésuites ou pour le peuple.

Les camps sont bien tranchés. Il faut choisir.

Georges ROBERT.

Les Notaires

On n'est occupé des notaires, à la Chambre, ce qui n'était pas inutile — les faits divers sont là pour nous l'apprendre — et le garde des sceaux, après avoir constaté que le notariat a traversé une crise douloureuse, a annoncé que des mesures ont été prises pour veiller sur les dépôts faits entre les mains des officiers ministériels. « Un seul dépôt, a-t-il dit, sera autorisé dans leurs études : celui des fonds pour un acte immédiatement passé ».

Et il a ajouté que si ces mesures ne suffisaient pas, le gouvernement proposerait de créer des inspectours spéciaux.

On ne peut qu'approuver ces déclarations. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'existence du monopole dont bénéficie le notariat engage, dans une certaine mesure, la responsabilité de l'Etat.

Si le monopole, institué par la Restauration, n'existait pas, les particuliers auraient la possibilité de choisir leur notaire comme ils choisissent leur banquier, et ils ne pourraient s'en prendre qu'à eux-mêmes lorsque leur choix serait mauvais.

Aujourd'hui, ils ne sont pas maîtres de ce choix, ou ils ne le sont que dans une mesure limitée ; quand, donc, l'officier ministériel auquel ils ont confié leurs capitaux trahit leur confiance, ils sont en droit de dire au gouvernement : « Si je n'avais pas dû m'adresser à ce notaire, nommé et imposé par vous, ce qui m'arrive aurait été évité ».

Les mesures annoncées par M. Monis sont justifiées, du reste, par une autre considération.

L'Etat, en instituant la vénalité des offices et le monopole, a tiré, jadis, de ce double fait un bénéfice ; et puisque c'est cette vénalité qui est la cause principale de la crise dont a parlé le garde des sceaux, il est juste que l'Etat assume les charges d'une surveillance devenue nécessaire.

Un salutaire exemple

Quelles singulières mœurs dans une partie de la presse ! Dans le *Libre-Parole*, dans l'*Intransigeant*, dans la *Patrie*, dans la *Croix*. On ne discute plus les idées, les principes, les opinions : on ne discute même plus les hommes, on les insulte, on les calomnie, on les diffame.

Ne soyez pas un homme public si vous ne voulez pas vous exposer à être traité de bandit, de voleur, de gredin, de canaille ou d'escroc ; si on vous accorde quelque bienveillance et avec de grandes protections, vous serez qualifié de rampoli et de gâteur.

Vit-on jamais plus révoltante et plus répugnante polémique que celle qui fut conduite par quelques journaux à propos de l'attentat de M. Labori ? L'éminent avocat avait été frappé à Rennes par une balle ; et ce fut une explosion générale d'indignation contre le criminel en même temps qu'un mouvement d'universelle sympathie pour l'homme qui représentait les droits sacrés de la défense et qui inspirait, par sa vaillance, son éloquence et son grand cœur, l'admiration de ses amis et l'estime de ses adversaires.

Il n'y avait pas, à cette heure douloureuse, une seule discordance ; il ne pouvait pas y en avoir, en face d'un blessé qui tombait victime de son devoir. Mais lorsque M. Labori reprit sa place au conseil de guerre, quelques polémistes sans vergogne eurent le triste courage de contester l'authenticité de la balle. Ils ne croyaient pas à cette vieille mise à ses ramissiaux les armes les plus odieuses qu'ils avaient à leur portée, et exploitant impudemment la crédulité humaine, confiants dans l'impunité ils diffamaient à leur aise.

M. Labori n'a pas voulu garder le silence, il a pourvoirs l'un de ceux qui avaient essayé de créer une fausse légende : la *Libre Parole*. Il a bien fait ; il aurait pu en cogiober d'autres dans la poursuite. Son adversaire s'est dérobé ; il a été condamné par défaut à l'insertion en jugement dans deux cents journaux de départements et dans quarante journaux de Paris.

C'est parfait. Si ceux qui sont journellement traînés dans la boue par une presse sans scrupules eussent l'exemple de M. Labori, nous n'assisterions plus à cet écœurant spectacle de gens honnêtes qui n'ont y regarderait à deux fois avant d'attenter à l'honneur d'un homme, de toucher à sa vie privée et à celle de sa famille, de tenter de le détrir par le mensonge et par le trafic honteux de la sainteté publique.

Car la liberté de la presse n'a rien à voir avec cette littérature de fange, avec ces débordements d'outrages et ces appétits de diffamation. Et le jour où on frappera par des gros dommages-intérêts les dénonciateurs de l'honnête, l'honnête du scandale sera reçu un coup terrible et ne se relèvera pas des plaies qui auront été faites à sa bourse.

Ce sera un bienfait, car on éprouve autant de dégoût que d'humiliation à lire chaque jour dans quelques journaux de petites infamies qui ne multiplient grâce à la complicité de ceux qui les nourrissent.

Pauvres gens!

La *Croix* annonce que le Bon Pasteur d'Angers, qui a été condamné à payer 100 francs de dommages-intérêts à M. Dreyfus, dit que « le jugement ne lui a pas été signifié ».

Il est probable qu'il n'est du droit d'écorchement.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

LA GUERRE

ENTRE

l'Angleterre et le Transvaal

Le combat de Modder-River

Londres, 14 décembre. — Voici, d'après un télégramme adressé au *Times* de ce matin et daté de Modder-River, 12 décembre, 4 heure 5 du soir, le récit de la rencontre qui a eu lieu à Maggersfontein :

« Une bataille a été livrée, hier, à Maggersfontein. Avant le lever du soleil, la brigade des highlanders s'est avancée sous le commandement du général Wauchope. Les troupes se sont approchées jusqu'à une distance d'environ cent trente mètres des retranchements boers.

« Soudain, l'ennemi ouvrit sur la brigade un feu effroyable, et les highlanders, après avoir tenté une charge à la baïonnette qui n'a pas réussi, *ont dû se retirer en laissant sur le champ de bataille des centaines de leurs camarades*. Si le feu des Boers avait été dirigé moins haut, nos pertes auraient été encore plus considérables.

« Dès qu'il fit jour, un feu d'artillerie continu et concentré fut dirigé sur les retranchements. Les résultats de ce bombardement ont été très satisfaisants.

« A droite, l'artillerie montée s'est portée sur un terrain élevé, d'où elle a pu prendre en enfilade les retranchements boers.

« Les régiments de la garde, le régiment de Yorkshire, l'infanterie montée et le 12e lanciers ont pris part au combat. La 9e brigade a été gardée en réserve. Le 12e lancers a chargé avec combattre sur la gauche. Elle était appuyé par huit pièces d'artillerie.

« Les quelques canons boers furent bientôt réduits au silence.

« Dans l'après-midi, les gordons highlanders se sont avancés de nouveau jusqu'à environ trente mètres de la position ennemie en dirigeant sur elle un feu nourri ».

La défaite des Highlanders

Ce n'est pas tout à fait ainsi que les correspondants de journaux parlent de la défaite. Ils racontent la bataille. L'un d'eux rapporte en particulier l'échec sanglant des Highlanders, comme s'était produit, le 4 du mois, à Stormberg.

De bonne heure, hier soir, écrit-il, le 11 (c'est-à-dire dans la soirée de dimanche, 10), la brigade des gardes écossais des highlanders quittaient le camp de Modder-River, pour une marche de nuit dans la direction du nord-est.

L'objectif était les hauteurs formant la position est des Boers. Les gardes suivirent le bord de la rivière ; un bataillon d'infanterie légère du Yorkshire avançait, et nous rapprochant le bord de la rivière. Les highlanders arrivèrent juste avant le lever du jour, au pied d'une colline, à 300 mètres des retranchements boers. *Ils soupçonner le voisinage de l'ennemi, et marchant encore en colonne de compagnie, ils avancèrent rapprochés. Ils furent pris de flanc par un feu très violent et obligés de se retirer avec de grosses pertes.* Ils se retirèrent à l'abri d'une dépression de terrain où ils se maintinrent avec la plus grand courage.

Un peu plus tard, le bataillon des gordons les rejoignit et la brigade avança graduellement jusqu'à 300 mètres de l'ennemi, montrant beaucoup de courage et d'élan...

Elle n'alla pas plus avant, sans doute parce que le feu des Boers l'en empêcha. L'artillerie anglaise, comprenant un canon de marine, un howitzer et trois batteries de campagne couvrait *cependant leur mouvement*.

Un peu plus loin, le même correspondant écrit que les Boers « s'avancèrent en terrain découvert sur le front des Anglais ; mais que les gardes et l'artillerie les empêchèrent de prononcer leur attaque.

LA SITUATION

Voici peut-être la plus grave défaite que les Anglais aient subie depuis le commencement de la guerre. *Cette fois, en effet*, il ne s'agit pas de surprise ; il ne s'agit pas du manœuvre entrevue par la faible colonne de quelques mules chargées de munitions, comme à Nicholson-Neck ; il ne s'agit pas de mauvaise direction donnée par un guide à une colonne en marche, comme à Stormberg : — c'est un général de division, à la tête de douze mille hommes de bonnes troupes, parmi lesquelles trois régiments de highlanders ; c'est un chef d'armée, muni d'une artillerie puissante et même d'un ballon pour observer les positions de l'ennemi, c'est lord Methuen, enfin, officier vigoureux, hardi, tenace et friand de la gloire, qui s'est heurté pendant toute la journée du lendemain, aux troupes républicaines, sans pouvoir les entamer.

Les Anglais ont dû se retirer sur leurs premières positions, après avoir perdu Dieu sait combien de monde — mais il faut bien dire pour nous le dire, — et surtout après avoir dû renoncer, pour longtemps sans doute, à pouvoir suivre leur marche vers Kimberley.

Après l'échec du général Gatacre, déjà si inquiétant pour la cause anglaise, quand on songe à la douteuse fidélité des colons hollandais du Cap, cette bataille en règle, longtemps préparée vaillamment livrée, et en fin de compte malheureuse, peut avoir les plus terribles conséquences.

En tout cas, elle a déjà coûté la vie à beaucoup de braves gens, notamment dans ces régiments de highlanders dont nos voisins sont très justement fiers, et qui paraissent avoir été envoyés par le Ciel, pour le malheur de lord Methuen, à du envoyer les gordons à leur secours.

DÉPÊCHE OFFICIELLE

Londres, 14 décembre. — Le War Office reçoit la dépêche suivante de lord Methuen :

« Modder-River, 13 décembre, 7 h. 30 du soir.

— Les Boers ayant occupé les retranchements en force, et nombreux, je me suis retiré en excellent ordre et je suis ici en toute sécurité.

« D'après ce que disent les prisonniers et les Boers qui ont parlé à nos ambulances, les pertes de l'ennemi auraient été terribles, quelques détachements auraient été anéantis.

Les Boers ont fait preuve de la plus grande bonté envers nos blessés ».

MÉTHUEN.

Lord Methuen tourné

Pretoria, 14 décembre. — Une dépêche reçue cet après-midi des forces boers à Modder-River, annonce que, pendant la nuit du combat principal, l'artillerie de l'Etat libre a attaqué un train blindé sur la ligne de Kimberley.

(Cette dépêche est intéressante en ce qu'elle montre que les troupes anglaises sont déjà tournées et leurs communications en danger d'être coupées).

Détails sur la défaite des Anglais

Londres, 14 décembre. — Le War-Office a reçu du général Forestier Walker un long télégramme que l'on n'a pas encore publié, ni communiqué à la presse.

Lady Méthuen, mère du général, mandée par courrier spécial, l'est rendue immédiatement auprès du ministère de la guerre, accompagnée de sa parente, la princesse Frédérick de Hanovre.

D'après les bruits qui circulent dans les milieux militaires, la marche en retraite de lord Méthuen aurait été très difficile et très lente ; un grand nombre de blessés ont dû être abandonnés par les Anglais, c'est ce qui explique le texte de la dépêche communiquée par le War Office, disant que les boers ont été très bons pour les Anglais blessés.

Les troupes anglaises ont été légèrement *poursuivies par l'infanterie montée des boers et* c'est en combattant pied à pied qu'ils se sont retirés.

293 blessés dont 27 officiers sont arrivés à Modder River.

L'impression à Londres

Londres, 14 décembre. — Les journaux critiquent sévèrement le War-Office de son incapacité et c'est sur le Ministre de la Guerre qu'il fait retomber la responsabilité des échecs des généraux dans l'Afrique du Sud.

On accuse nettement l'Etat-Major de l'Armée de n'avoir rien su des préparatifs des boers et d'avoir organisé la campagne comme s'il s'était agi de réprimer une révolte de zoulous.

On attend avec impatience les listes des tués et blessés et le War Office tarde à communiquer ces renseignements. Une foule considérable de personnes de toutes les classes de la Société se sont rendue hier après-midi au War-Office et *ont attendu jusqu'à minuit la communication* des bulletins. A la fermeture des portes, la force a du être employée pour les faire sortir.

Les pertes anglaises à Maggersfontein

La brigade des highlanders décimée

Londres, 14 décembre. — Le total des pertes anglaises à Maggersfontein est de **817 tués, blessés ou disparus**. Elles se décomposent ainsi :

Officiers : 68, dont 15 tués, 45 blessés, 5 disparus, 1 prisonnier.
Sous-officiers et soldats, 749.
La brigade des highlanders entre dans ce total pour 702 tués et blessés, se décomposant ainsi :

Officiers : 53, dont 12 tués ou morts depuis la bataille ; **36** blessés et **disparus**.
Sous officiers et soldats, 650.

On ne donne pas la proportion des sous-officiers et soldats tués et blessés. Du sorte qu'il est impossible de juger cette proportion par le chiffre total de 740.

Encore le bruit de la reddition de Ladysmith

Berlin, 14. — Le *Herald* annonce qu'un banquier parlementaire du Reichstag, hier, le prince Herbert de Bismarck a déclaré qu'il a reçu un télégramme privé lui annonçant la capitulation de Ladysmith.

Aucune information de source anglaise n'est venue encore confirmer cette nouvelle.

LA HAUTE-COUR

de Justice

AUDIENCE DE JEUDI

Paris, 14 décembre. — L'audience est ouverte à une heure ; toujours beaucoup de monde dans les tribunes. Les accusés sont introduits sans incident. Sont toujours absents : MM. Déroulède, Cailly et Brunet.

LES TÉMOINS A DÉCHARGE

M. Oscar Havard, entendu hier, est rappelé.

Le procureur général donne lecture d'une cor-respondance parisienne adressée au *Nouvelliste de Bordeaux* à la date du 7 juin, et dans laquelle M. Octave Havard dit que la manifestation d'Auteuil était exécutée, et que le moment d'agir était venu.

M. Havard dit qu'il avait pris ses renseignements dans le *Figaro*.

M. de Kergaron, officier de cavalerie en retraite, est introduit. Il déclare à son tour que la manifestation d'Auteuil a été spontanée.

M. Bonnne dit que le procès actuel a beaucoup aidé les royalistes, le nombre des membres des cercles a presque doublé. (Rires).

M. Doclaye, directeur du *Moniteur Universel*, assistait à la réunion qui a eu lieu chez M. Dufaure, pour la fondation d'un journal royaliste pour lequel il a reçu une souscription de 200,000 francs de Mme de Waru, en vue de cette fondation. Il apprit que M. Godefroy a pris une part très active aux démarches faites, qui avaient pour but de trouver des souscripteurs. Il a même fait un voyage dans le Nord.

Mme la baronne d'Adelsward, est ensuite entendue. Elle explique comment elle a été amenée à donner de l'argent au duc d'Orléans pour répondre à l'appel de son mari, détenu.

A une question du procureur général sur le point de savoir si la somme envoyée avait une destination, le témoin répond que Mme de Waru était libre d'utiliser cette somme à l'œuvre qui lui convenait.

M. de Waru qui lui succède explique que sa femme s'est occupée de chercher des fonds pour le compte de M. de Rancé.

M. Raveton fait une déposition identique à la précédente.

La séance suspendue à 3 heures 40 est reprise à 4 heures 15.

MM. du Halgouet, Porten, de Mahy, de Lanjuinais, de Montaigu, de La Bourdonnaie, députés, disent que M. de Rancé est un royaliste convaincu, partisan des doctrines plébiscitaires et des expéditions.

M. Baron fait l'éloge de M. Bellière comme républicain.

M. Gabriel dit que Bellière est incapable de conspirer avec les monarchistes.

M. Henri Rochefort

M. Henri Rochefort (Mouvement). — J'ai connu M. Déroulède à la fin de l'Empire, quand il était journaliste. Il était alors un ardent républicain. Il a toujours été un ardent patriote. Il a toujours été